



Convergence Nationale des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

Hôtel de Ville de GUÉRET- 23000

Tél : 06 81 98 94 46 - Courriel : nosfuturs@tiscali.fr

Internet : <http://www.v-s-p.org>

Le 20 juillet 2007

Objet : Communiqué service minimum

F.Fillon confond démocratie et démagogie.

Le premier ministre, en exécuter zélé des décisions sarkoziennes, a une obsession : « aller vite ! ». Tout en parlant quotidiennement dans les médias, de dialogue et de négociation, sans jamais prendre le temps de les organiser vraiment, Il veut faire avaliser par le Parlement, pendant la période estivale, tout un arsenal de projets de loi remettant profondément en cause, **aussi bien dans l'entreprise que hors du travail, le système de protection sociale et les libertés publiques.**

Avec le projet sur le service minimum, voulu aujourd'hui dans les transports, évoqué pour demain dans l'éducation nationale et pourquoi pas ensuite étendu à l'ensemble du salariat, **une attaque décisive contre le droit de grève est déclenchée.** Elle s'accompagne des grosses ficelles de mise en scène habituelles que sont les propos rassurants et surtout la division entre les usagers et les travailleurs.

Comme le dit Matignon, "*il n'y a pas de sujet interdit quand il s'agit de rendre le meilleur service aux usagers*".

Mais justement, **de qui se moque-t-on ?**

Des usagers qui manifestaient ce 18 juillet pour la modernisation de la ligne Béziers-Neussargues, après des années de lutte pour le développement des dessertes voyageurs nationales et régionales, la reprise d'un trafic marchandise et le ferroutage ?

Ou peut-être de ceux qui défendent leurs hôpitaux et maternités de proximités comme au Pertuis, à Ambert ou Qimperlé afin d'obtenir une égalité d'accès aux soins partout sur le territoire ?

A moins que ce ne soit des parents d'élèves qui vont de nouveau entrer en résistance contre les fermetures de classes à la rentrée de septembre, conséquences

logiques des 17 000 postes que le gouvernement compte supprimer ?

Ou encore plus globalement des usagers de l'ensemble des services publics qui voient depuis plus de 20 ans disparaître cette garantie d'égalité et de solidarité que représente encore le service public, aux seuls motifs de rentabilité et de spéculation des groupes privés comme le démontrent par exemple les scandales de la tarification de l'eau ou des renseignements téléphoniques?

Les Collectifs de défense et de développement des services publics et donc les usagers qui les composent, aux côtés de salarié-e-s et d'élu-e-s, savent depuis longtemps que **ce ne sont pas les grèves qui sont responsables de la détérioration du service rendu aux usagers** ! Bien qu'elles leur coûtent chères, elles sont autant de signaux d'alarme lancés en désespoir de cause par les salarié-e-s aux gouvernants et aux dirigeants d'entreprises pour alerter sur les conséquences dramatiques des réductions de moyens et des abandons de missions que ces derniers ont décidés et dont l'ensemble des citoyen-ne-s, notamment les plus démunis-e-s, souffrent au quotidien !

La Convergence des collectifs appelle donc à se rassembler devant les préfectures, partout en France, le 31 juillet, date à laquelle la CGT appelle, ainsi que de nombreuses autres organisations, à une journée de mobilisation, juste avant le début de l'examen du projet de loi sur le service minimum à l'Assemblée Nationale.

Plus globalement, nous estimons nécessaire et urgent de FAIRE CONVERGER L'ENSEMBLE DES LUTTES pour l'existence et la qualité du service public, qu'il s'agisse des franchises médicales, de la directive postale, de l'ouverture du marché de l'énergie à la concurrence ou encore de l'éducation nationale et des transports.

Face à la démagogie, offrons un cadre unitaire avec l'ensemble des salariés des services publics et du privé, les usagers et les élus, pour affirmer qu'il ne peut y avoir de « République sans Service Public » !.